



Les pères fondateurs et les peuples de l'Union européenne : bouleverser les idées reçues

Isabelle Petit

Il existe une idée communément admise: celle selon laquelle s'il y a aujourd'hui une distance abyssale entre les instances communautaires et les citoyens européens c'est essentiellement parce que ces derniers n'ont pas été éduqués ou socialisés – ou alors très tardivement – à la réalité communautaire et ce, parce que les pères fondateurs et leurs successeurs jugeaient totalement superflu de le faire. Or une analyse de leurs convictions, de leurs écrits ainsi que de certaines actions communautaires menées durant les années 50 et 60 montrent qu'il n'en est rien. Qu'au contraire, les artisans de l'Europe ont toujours été animés par un souci d'information du public, souci qui s'est traduit rapidement par des démarches concrètes en ce sens notamment dans le domaine de l'éducation, secteur clé à l'interface des changements réels de société, de leur interprétation, de leur représentation et de leur transmission.

Cette remise en cause nous semble importante dans la perspective de l'avancement des connaissances sur le déficit démocratique dans l'Union et surtout des solutions préconisées pour y remédier. En effet, si l'on admet qu'il n'y a jamais eu de volonté de non information ou de mise à l'écart des peuples et que des mesures ont effectivement été prises dès le début pour tenter de les socialiser à la réalité communautaire et, par ricochet, de nouer des liens entre les ressortissants et les instances de l'Union alors il devient difficile d'affirmer que la réduction dudit déficit passe par l'adoption de programmes ou politiques qui permettent de les éduquer à l'Europe et subséquemment de les 'rapprocher l'Union du citoyen'. La question centrale devient la suivante : pourquoi cette socialisation et ce rapprochement ne se sont-ils pas produits?